

Rouge & Vert

LE JOURNAL DES ALTERNATIFS

LE MEDEF EN REVE, HOLLANDE VEUT LE FAIRE...

Le « pacte de responsabilité », proposé par le Président de la République lors de ses vœux, satisfait le MEDEF. « C'est ce que nous demandions depuis plusieurs mois » répond Gattaz, président du MEDEF, satisfait d'avoir entendu François Hollande évoquer « *une baisse des charges et des contraintes* ».

Le Président de la République dit : « *baissions la pression, simplifions la vie des entreprises* ». « *Cela va dans le bon sens. Il faut maintenant lier la parole aux actes* » complète Thibault Lanxade, un des dirigeants du MEDEF. Et, aussitôt, par la voix de son président, le MEDEF propose « *l'ouverture de cinq chantiers : sur le coût du travail, sur la fiscalité, sur la baisse des dépenses publiques, sur la simplification et sur les freins à l'embauche.... Il faut nous libérer d'un certain nombre de freins, d'obstacles, de tabous, de dogmes, qui sont autant de pierres dans notre sac à dos* » (Le Monde du 4 janvier)

Le pouvoir poursuit donc son dialogue social ... avec le patronat.

La crudité libérale des propos présidentiels, Hollande n'hésitant plus à parler comme Sarkozy notamment quand il a évoqué « *la sécurité sociale, ... qui doit en terminer avec les excès et les abus* » n'est pas, hélas, une surprise : le renoncement à tout changement en

faveur de celles et ceux qui pourtant l'ont élu.

L'acceptation du cadre du capitalisme et le compromis avec le patronat, sont actés comme indépassables par le PS, le gouvernement et le Président.

Le "pacte de responsabilité" utilisera le chômage de masse pour précariser toujours plus l'emploi, remettre davantage en cause les acquis sociaux et libéraliser les profits.

Cette véritable cogestion Hollande-MEDEF, il faut la combattre !

Une autre voie est possible et nécessaire, pour une vraie gauche, alternative et écologiste

L'enjeu premier est de ne pas accepter la captation des fruits du travail par la finance et les actionnaires.

Cela nécessite des mesures d'urgence contre la fraude, mais aussi une fiscalité juste et fortement progressive. Une augmentation des minima sociaux et des bas salaires, la fin des contrats précaires.

Bref, la possibilité de dégager des ressources pour les services publics et la protection sociale et un partage des richesses qui permette d'éradiquer la précarité.

Au delà de ces réformes, il faut remettre en cause tout un système qui produit des salariéEs low cost, consommant des produits low cost, qui aboutit au Nord comme au Sud à des dégâts écologiques irréversibles.

Un système où les gains de productivité, souvent synonymes de souffrance au travail, d'usure des salariéEs, sont captés par une infime minorité.

L'alternative sera démocratique, avec des droits d'intervention et de contrôle des salariéEs dans l'entreprise.

Elle sera anticapitaliste et écologiste, par l'appropriation sociale des grandes entreprises, du secteur bancaire et des assurances, condition majeure pour une reconversion écologique de l'économie. Elle sera émancipatrice par une réduction forte du temps de travail, pour les 30 heures hebdomadaires, la retraite à 60 ans pour permettre à toutes et tous de travailler et de vivre dignement, et de décider ensemble dans l'entreprise et la cité.

Utopies dangereuses, diront les tenants du système et ceux qui s'y résignent.

Utopie réaliste et nécessaire réponsions nous ! ■

LUTTES

Pour que vive Fralib : boycott d'Unilever !

Une histoire hélas banale...

D'un côté, une multinationale Unilever qui, en 2012, a réalisé 5 milliards d'euros de bénéfices nets pour 15 milliards de fonds propres, soit une rentabilité record de 33 % ! Elle a ainsi pu reverser 2,7 milliards de dividendes à ses actionnaires.

De l'autre, 170 salariés dont l'emploi est menacé par la décision de fermer Fralib, une usine de conditionnement de thés et d'infusions à Gémenos dans les Bouches-du-Rhône.

Prise en 2010, cette décision n'a d'autres motivations que d'améliorer encore plus la rentabilité du groupe en délocalisant la production européenne en Pologne.

Des salariés combatifs et un projet à haute valeur sociale et écologique

Mais voilà, les salariés résistent. Par trois fois, ils ont réussi à faire annuler en justice le Plan de « Sauvegarde » de l'Emploi proposé par le groupe.

Les salariés ne font pas que résister : ils construisent. Ils opposent à la fermeture de l'usine un plan de reprise de la production sous forme de SCOP (Société Coopérative et Participative), société où les salariés sont majoritaires au capital et dirigent l'entreprise sur la base d'une voix par personne.

Mieux, ils entendent rompre avec les anciennes pratiques de l'entreprise en renonçant à l'ajout d'arômes chimiques, en relançant une filière locale d'arômes naturels et en pratiquant des relations de commerce équitable avec leurs fournisseurs.

Mais, dépendant de la grande distribution, ils ne pourront pas avoir immédiatement les clients leur permettant de faire vivre tous les salariés. Voilà pourquoi, ces derniers exigent qu'Unilever assume les conséquences sociales de sa décision, cèdent à la SCOP la marque marseillaise Éléphant et assure un plan de sous-traitance qui sera dégressif dans le temps.

Contre les délocalisations, faisons ensemble céder Unilever

Jusqu'ici, Unilever n'a jamais accepté la moindre négociation. En toute illégalité, le groupe a décidé, en avril 2013, de suspendre les rémunérations des salariés alors que ceux-ci n'ont jamais été licenciés. Le groupe a décidé d'étouffer par l'argent la résistance des salariés.

Alors que la justice a toujours donné tort à Unilever, on ne peut accepter qu'ils aient le dernier mot et que l'usine finisse par fermer ses portes.

A nous citoyennes et citoyens de ce pays de nous faire entendre en boycottant dès aujourd'hui l'ensemble des produits Unilever jusqu'à ce que cette multinationale négocie et renonce à fermer cette usine.

Toutes les marques du Groupe UNILEVER sont identifiables avec ce logo :



LE DEVELOPPEMENT DE LA PRESSE AUTOGESTIONNAIRE REPOSE SUR L'ENGAGEMENT DES ADHERENT/E/S ET DES SYMPATHISANT/E/S DES ALTERNATIFS COMME SUR L'AUGMENTATION DU NOMBRE D'ABONNEMENTS. DE NOMBREUX ABONNEMENTS A ROUGE & VERT SONT UN ENCOURAGEMENT A RENFORCER NOTRE ACTIVITE, ET NOUS EN DONNENT LES MOYENS. NOUS COMPTONS SUR TOUS

Rouge & Vert Je m'abonne!

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Je m'abonne à «Rouge et Vert» et à la «Lettre des élu-e-s»
Je rejoins les Alternatifs en 2013

Ci-joint chèque de 50 euros à
à l'ordre de Rouge et Vert

Merci de faire parvenir ce bulletin et le chèque à :
Les ALTERNATIFS 40, rue de Malte 75011 Paris



40, rue de Malte 75011 Paris Courriel : contact@alternatifs.org
tel. 01 43 57 44 80 fax. 01 43 57 64 50

Commission paritaire n° 1013 P 11445 ISSN 1146-3961

Directeur de publication : J.J. Boislaroussie,
Coordination et maquette : M. Colloghan

Ont collaboré à ce numéro :

Ont participé à ce numéro :

Jean-Jacques BOISLAROUSSIE,
Michel BUISSON, Christian
DELORD, Felipe, Myriam MARTIN,
Roberto MORCILLO, Richard
NEUVILLE, Laure PELBOIS Yvette et
Claude ROSSIGNOL, José TOVAR
Alain VÉRONÈSE, Flavia VERRI
ET Les Alternatifs du Tarn

Edité par la SARL SECA (Société d'Édition et de Communication des Alternatifs)
SARL au capital de 4000€ RCS Paris B448 326 835 durée : jusqu'au 28 avril 2063. Gérant : R. Mérieux

Imprimé par Expressions II :
01 43 58 26 26

WWW.ALTERNATIFS.ORG

Autoroute ou RN 126 aménagée : le forcing !

Un long ruban de bitume serpentera-t-il un jour à travers les collines du Pays de Cocagne et dans celles les Monts d'Autan ? Difficile à dire à l'heure actuelle. Nous ne reviendrons pas sur le dossier de la liaison autoroutière CASTRES-TOULOUSE : depuis 6 ans, le blog des Alternatifs 81 (<http://alternatifs81.free.fr/>) s'est fait le porte-voix de nos communiqués et prises de positions. A l'approche des élections, les médias s'agitent et les pro-autoroutes exacerbent leur lobbying.

Il faut reconnaître qu'ils ont de quoi être inquiets... Le rapport «Mobilité 21», remis en juin par une commission parlementaire, laisse planer de larges zones d'incertitude sur le devenir réel d'un projet dont la mise en œuvre apparaissait un point acquis à ses partisans. Depuis, silence radio du gouvernement sur ce sujet.

Le 29 novembre dernier, au cours d'un Comité de suivi de ce projet, le Préfet de région annonce une nouvelle estimation du coût et de la participation publique (État + Collectivités Locales). Seule, la députée Linda GOURJADE (3^{ème} circonscription du Tarn) va s'indigner et proposer un contre-projet, fortement inspiré du travail d'expertise citoyenne que réalise depuis 7 ans le Collectif RN 126 et proche des communiqués que nous avons signés, ces derniers mois, avec le PCF Castres, le PG 81 et EELV (voir notre blog).

Elle confirme sa position en faveur de l'aménagement de la route avec le communiqué publié le 11 décembre.

Parallèlement, cette affaire a des répercussions (dommages collatéraux) jusque dans la préparation des municipales à CASTRES : après le PG, puis Les Alternatifs, EELV quitte à son tour la liste «unitaire» de la gauche castraise. Pour eux, alors que tout semblait pratiquement bouclé, la «ligne rouge a été franchie» : «une position de soutien inconditionnel à l'autoroute concédée payante se dessine. De ce choix découle toute une politique de territoire concernant l'économie et l'emploi, mais aussi le social, l'agriculture et le respect de l'environnement. Cette politique n'est pas celle que nous défendons, elle ne constitue pas une réponse aux crises sociales et écologiques que nous traversons, elle ne nous permet pas de changer de modèle pour créer de l'emploi.» écrivent-ils dans un communiqué.

Quant au PS départemental, dont le secrétaire fédéral, fervent défenseur de l'autoroute concédée lorsqu'il était conseiller municipal à CASTRES, prend fait et cause désormais pour Linda GOURJADE et ses propositions de bon sens et tacle vertement les 3 autres parlementaires «socialistes», auteurs d'une lettre au Préfet de Région, lettre préconisant la solution «autoroute concédée».

L'unanimité tant vantée sur l'autoroute dans le sud Tarn se fissure et même si les discours démagogiques en faveur de l'autoroute occupent encore trop souvent l'avant scène, le bon sens et le réel souci du service rendu à l'usager et du bon usage des finances publiques pour défendre des solutions d'aménagement de la route, font leur chemin. ■

Les Alternatifs du Tarn

Barrage de Sivens : Notre-Dame des Landes tarnaise ?

Suite à la signature courant octobre, par la Préfète du Tarn, des trois arrêtés nécessaires à la réalisation du barrage de Sivens, la Compagnie d'Aménagement des Coteaux de Gascogne (CACG) a tenté de démarrer le chantier en novembre. Le 13 novembre, elle a envoyé une équipe de naturalistes pour capturer des espèces protégées (la lamproie de planer, des reptiles et des amphibiens) mais les opposants au barrage ont réussi à les empêcher de travailler. En tant que mesures



© Collectif pour la sauvegarde de la zone humide du TESTET

environnementales obligatoires, ces captures étaient planifiées dans la perspective de déboiser la zone humide fin novembre et donc de sauver le maximum d'animaux avant que les engins de chantier ne viennent tout écraser. Dans sa lutte contre ce barrage inutile et imposé, le Collectif pour la sauvegarde de la zone humide du Testet a donc été rejoint par des militants bien décidés à résister sur le terrain à ce passage en force du gouvernement et du Conseil Général. Certains d'entre eux, réunis au sein d'un Collectif informel « Tant qu'il y aura des bouilles », occupent désormais une vieille ferme à proximité de la zone humide, rachetée en 2002 par la CG 81 dans la perspective du barrage. Elle sert ainsi de point de ralliement pour résister au chantier et pourrait permettre, à terme, l'installation de jeunes paysans. Ça ne vous rappelle rien ?

Alors que les 13 et 14 novembre, les captures n'avaient pas pu avoir lieu, la Préfecture a mobilisé une quarantaine de gendarmes le 25 novembre pour empêcher les opposants de gêner la capture des lamproies de planer. C'est un signe que la Préfète est prête à utiliser de gros moyens (financés par les contribuables) pour réaliser le barrage de Sivens. S'invitant au Conseil Général dans la foulée, les opposants ont

obtenu que celui-ci s'engage sur le gel des interventions sur la zone humide jusqu'à ce que le tribunal administratif se prononce sur le recours suspensif du 4 décembre.

Bien que la Préfecture comme le Conseil Général n'aient pas fourni d'arguments juridiques convaincants pour contester ceux avancés par l'avocate du Collectif Testet, le Tribunal administratif de Toulouse a rejeté le recours sans aucune justification juridique. A pourvoi en cassation est envisagé mais il prendrait plusieurs mois. Les prochaines actions devraient donc se dérouler sur le terrain avec un début du chantier annoncé pour début 2014, sous haute protection policière. Seule une mobilisation citoyenne permettra d'empêcher le projet !

Pour en savoir plus sur ces actions : <http://www.collectif-testet.org> ■



Ça se confirme : la fin du travail est

« *Un travail a beau paraître inutile, on gagne au moins en le faisant, de quoi vivre ; on a un emploi, comme on dit. En un mot, l'un des credo de la morale moderne est que tout travail est bon en soi – une croyance bien pratique pour tous ceux qui vivent du travail des autres. Je conseille cependant à ces « autres » de ne pas trop s'y fier et de creuser un peu la question.* »

William Morris. *La civilisation du travail*, 1884.

« *Le travail (aliéné) est l'ennemi : nous ne voulons pas travailler. Mais, à l'arrière plan, il y a une autre possibilité (potentielle, un rêve ?) : s'engager dans une activité libre, consciente, une activité vitale consciente.* »

John Holloway.
Crack Capitalism. 2012

« *La crise du travail entraîne nécessairement la crise de l'Etat et par là celle de la politique. Dès qu'est atteinte une masse critique de gens « superflus » - qui ne peuvent être nourris dans le cadre du capitalisme [...], le système de protection sociale vole en éclats. [...] Plus l'Etat se rapproche de l'état d'urgence financier, plus il se réduit à son noyau répressif. [...] Il ne reste aux hommes qu'à proposer humblement leurs services comme travailleurs ultra-bon marché et esclaves démocratiques. Que ce qu'ils doivent faire n'ait que très peu de sens ou même en soit totalement privé, cela n'a aucune importance, pourvu qu'ils restent totalement en mouvement afin de ne jamais oublier la loi selon laquelle doit se dérouler leur existence.* »

Manifeste contre le travail. Groupe Krisis. Ed. Osez la République sociale, 2012.

« *Bullshit jobs* », boulots à la con (traduction libre), l'article de David Graeber a rapidement fait la tour du net.¹ Son succès est dû au fait qu'il met à jour, révèle une évidence très largement occultée et dénonce le mensonge médiatisé, déconstruit le discours des « experts » et dévalorise le langage convenu (politiquement correct) d'une partie de la gauche fossilisée. Air connu, avec refrain sur la croissance, la création d'emplois, l'incontournable compétitivité...

Il faut défendre et le travail et le travailleur clament-ils en chœur... Que n'ont-ils lu Jean Baudrillard qui, iconoclaste, écrivait : « *Le travail est mort. Ce qu'il en reste n'a d'autre fonction que se reproduire lui-même comme moyen d'assujettissement du travailleur.* »².

Et, dès 1930, J.M. Keynes prévoyait (espérait ?), la semaine de 20 heures, comme le rappelle David Graeber dans son article. En 1880, le beau-fils de Karl Marx, Paul Lafargue, dans son célèbre *Droit à la paresse*, préconisait la journée de 3 heures. (Lire, plus bas, encadré : *Marx contre le travail.*)

Pour contrecarrer cette « *fin du travail* » (la forte réduction entrainerait nécessairement un changement

qualitatif, existentiel de la « *valeur [du] travail* »,...), le capitalisme est condamné à promouvoir le travail sans fin, stratégie économique, mais surtout idéologique, culturelle. Les « *boulots à la con* » ont une fonction d'occupation et des personnes et des mentalités. La croissance du chômage, les impitoyables licenciements massifs semblent aller à l'encontre du maintien en activité d'une part importante de la population occupée à des simulacres productifs. Oui, il faut gérer la contradiction, le paradoxe d'apparence. David Graeber évalue la ruse raisonnée : « *Plutôt que de permettre une réduction massive du temps de travail [nous soulignons], a fin de libérer la population, lui permettre de poursuivre ses propres projets [...] le capitalisme qui dans certaines entreprises peut s'engager dans la réduction impitoyable des effectifs, se doit de maintenir une part importante de la population dans des boulots – économiquement inutiles – mais idéologiquement indispensables.* »

L'illusion, pour être efficiente, doit également persécuter les chômeurs, les déguiser en « *quémandeurs d'emplois* », le système n'a plus réellement besoin d'une partie croissante de la main d'œuvre, pourtant aux chômeurs on intime l'ordre d'aller au chagrin. Le nouveau patron du Médef préconise de réintroduire la dégressivité des

« *allocations pour recherche d'emploi* »... Un bon chômeur est un chômeur dans le grand besoin, affamé si nécessaire.

Si le pain et la pitance quotidienne deviennent juste suffisant, il faut pour consolider l'imposture, on le sait, les « *jeux du cirque* ».

Tittytainment

Terme, néologisme inventé par Zbigniew Brzezinski, influent conseiller de la trilatérale, en 1995, au cours d'une réunion de la fondation Gorbatchev à San-Francisco. Les participants membres de la ploutocratie mondialisée, anticipant les effets des gains de productivité généralisés, diagnostiquèrent que pour l'essentiel la production pourrait être faite avec environ 20 % de la population active mondiale. (Lire encadré, *Le nouvel âge de l'automatisation*). En conséquence, émerge un fort sérieux problème du maintien de l'ordre politique : comment faire pour que les 80 % de surnuméraires (misérables et affamés ?) ne se révoltent pas ?

La solution se nomme *tittytainment*, bricolage sémantique composé de *tît*, sein en argot et *entertainment*, divertissement, distraction.

Depuis 1995, internet (avec *Youporn* en

– potentiellement – imminente

accès libre), l'usage massif, croissant des smart phones confirme et conforte les espoirs et prévisions des stratégies de la Tri-latérale.

La pacification des masses nécessite quelques investissements, les « faux frais » pour l'idéologie. L'accès à un revenu (pour consommer, entre autres marchandises, du *tittytainment*), ce pouvoir d'achat qui doit prendre la forme salaire est, pour au moins une fraction de la population, indispensable.

D'où, l'invention nécessaire et prévisible des « *boulots à la con* ». Les apparences sont sauves, le temps travaillé est celui de la domination sociale³. Le temps libre est – potentiellement – révolutionnaire, une évidence émergente et refoulée, portant prédite par Karl Marx, et, ultérieurement, par notamment, André Gorz⁴. Il était donc urgent d'occuper la population, au boulot ou la recherche harassante d'un emploi, alors que la nécessité du travail est tendanciellement décroissante.

Le nouvel âge de l'automatisation

« Quant à la robotisation de la production, elle pose de toute évidence l'immense problème du modèle économique à venir dans son ensemble : si les robots remplacent les emplois, qui consommera ce que produisant les robots ? Et avec quelles ressources ? »

IRI, séminaire 2013. Centre Beaubourg, Paris.

Les « *boulots à la con* », certains ont pour objet la production et la promotion publicitaire du « *tittytainment* », cercle vertueux (vicieux) sont donc fort intelligemment pensés (pesés et mesurés...) :

« *Du gâchis dans le capitalisme. C'est comme si quelqu'un inventait des emplois inutiles juste pour nous tenir tous occupés.* » Poursuit, David Graeber qui, fort bien perçoit et dénonce la « nécessité » de cette occupation.

Peu visibles, en tenue de camouflage par prudence, nombreux sont ceux qui par nécessité et/ou par choix pratiquent l'exode hors la société du travail-emploi.

Vivre sa vie sans attendre le Grand Soir

Nombre de ruptures qui augurent d'une vie vécue pour soi, en autoproduction de

soi même, selon l'expression bien sentie d'André Gorz, ces ruptures, exodes ont lieu dans les interstices de la société de la sujétion salariale. Parcours de vies, discours hétérodoxes inaudibles par la gauche et l'extrême gauche encore sacrifiant au fétichisme de la « valeur travail »...

Pourtant : « *La validité d'une rupture ne dépend pas du futur, mais de son appartenance à un mouvement qui peut transformer sa signification.* »⁵ écrit John Holloway dans un livre qui mérite une lecture attentive de la gauche encore « travailliste »⁶. Le même auteur dans une approche poétique de l'économie politique. « *Brisons le capitalisme* », (traduction libre), dans l'édition française commence par la reproduction d'un poème de Charles Baudelaire, « *Quand le ciel bas et lourd pèse comme un couvercle...* », ainsi avec le spleen, il observe l'allégresse des désertions minuscules qui sont cheminements vers de nouveaux horizons : « *Je refuse d'aller au travail et, au lieu de cela, je m'assois dans un parc pour lire un livre : c'est un plaisir qui ne requiert aucune justification, mais si tout le monde décide de faire la même chose le capitalisme s'effondrera.* »⁷.

La croissance de ... l'insignifiance

« *Compte tenu de la crise écologique, de l'extrême inégalité de la répartition des richesses [...], de la quasi impossibilité du système de continuer sa course présente, ce qui est requis c'est une nouvelle création imaginaire. [...] Nous devrions vouloir une société dans laquelle, les valeurs économiques ont cessé d'être centrales (ou uniques). Cela n'est pas seulement nécessaire pour éviter la destruction définitive de l'environnement terrestre, mais aussi surtout pour sortir de la misère psychique et morale des humains contemporains.* »

Cornélius Castoriadis. *La montée de l'insignifiance*, éd. du seuil, 1970

Dans une attitude qui conjugue ensemble la volonté et la sérendipité, i.e. exploration aventureuse d'un nouvel itinéraire, d'aucuns sans attendre le Grand Soir, choisissent de ne pas se résigner aux petits matins lamentables...

Cette résistance créative, suppose,

dirons les réalistes, un minimum de ressources économiques. Evidence. Ressassée par tous ceux qui – même à gauche – organisent la soumission à la réalité, ce qui les contraints à refuser l'instauration du « *revenu de base* »⁸, inconditionnel et à accepter, précautionneux comptables de « la valeur travail », la création d'emplois, de « *boulots à la con* », c'est mieux que rien et... ça augure du pire, tant du point de vue de l'écologie politique que de l'écologie mentale.

Sans attendre la permission d'un parti, passant outre les consignes des bureaucraties syndicales, partons en promenade « *avec cette jeune fille qui, au lieu d'aller travailler, s'assoit dans un parc pour lire un livre, simplement pour le plaisir qu'il lui procure.* »⁹. Récupération légitime de la valeur d'usage du temps (de la vie) qui s'oppose radicalement (à la racine) à la valeur d'échange de la force de travail en régime salarial.

Même le chômage peut être créateur (Ivan Illich) et, présenté avec ses aspects positifs par John Holloway : « *L'avantage d'être sans emploi, c'est de pouvoir disposer de son temps* »¹⁰. Les « *boulots à la con* », comme les contrôles et les répressions subits par les chômeurs ont pour fonction principale de polluer et pourrir les promenades hors les sentiers piégés de la « valeur travail »...

Le capital ne peut exister qu'en consolidant la subordination du travail (des travailleurs), nombre d'emplois ne sont que des leurres, mystifications, avatars de l'adoration du fétichisme du travail. L'insubordination du travail fragilise l'idéologie capitaliste, spécialement en période de crise. En contradiction immédiate avec la gauche archaïque, il est nécessaire et urgent d'aller au-delà des forces (déclinantes) et des formes (dépassées) du militantisme classique et de s'interroger sur la force et la créativité politique de tous

ceux qui refusent de se subordonner, qui s'oppose à être transformés en machines capitalistes. D'où, l'intérêt soutenu que porte John Holloway à toutes celles et ceux qui ouvrent des **brèches** dans l'édifice économique et idéologique du capitalisme. « *Changer le monde sans prendre le pouvoir* », en

refusant de fabriquer le capitalisme... Résistance encore peu visible, inaudible, inorganisée, mais sourdement active. Rencontre avec un universel singulier.



de plus en plus étroites, essaie de changer le monde, en

leurs vies à briser les règles, à essayer de vivre d'une façon qui ne s'adapte pas aux critères des relations sociales capitalistes. Contre et au-delà, les brèches sont des in-adaptations, des « défaire. Etre in-adapté est une part essentielle de l'expérience quotidienne. » (12).

L'1consolable, chômeur décomplexé

Rappeur, traceur, on peut visiter ses créations sur internet¹¹. Sans détours, il assume son objection au travail (emploi-salariat) : « Je ne me suis jamais vraiment réjoui à l'idée d'être prisonnier [...], je refuse plus de 40 ans de service de travail obligatoire. » Sans attendre, les lendemains qui chantent, il pose une revendication immédiate, légitime : « Ne pas perdre ma vie à la gagner. [...] Lorsque je travaillais à la chaîne dans les usines dans la région de Limoges, les patrons s'affranchissaient du code du travail. De plus, l'obligation de dire « bonjour Monsieur », lorsqu'il venait [le patron] à l'occasion parcourir les ateliers de l'usine. Dans ce cas, le travail n'est que souffrance et on ne tire rien de la souffrance... » Dans un autre boulot-tripalium, c'est le produit lui-même qui est jugé absurde : des présentoirs en carton pour le « merchandising » de produits cosmétiques. C'est bien les valeurs travail (économique et éthique) qui sont questionnées par l'1consolable. Par contraste, les discours syndicaux orthodoxes (conforme à la doxa...), comme ceux de la gauche libérale et de l'extrême gauche sont bien insuffisants...

Ce que l'artiste rétif fait valoir, c'est le droit de vivre, ici, maintenant. Universel singulier, il illustre le destin contrarié de milliers d'individus, qui sur les marges,

ressaisissant le pouvoir sur leur vie.

« Mon temps est trop précieux. Je n'ai jamais été aussi actif que depuis que je ne fais plus parti de "la population active". Le temps libéré par la désertion de la société du travail, ouvre d'infinis possibles. »

En cumulant (?!), Rsa et compléments tirés de ses créations, par nécessité il est conduit à s'interroger sur une partie de sa consommation, qui le rapproche de la simplicité volontaire. « Je me suis débarrassé de pas mal de choses dont je croyais avoir grand besoin... Voiture... Ecran plat... Je n'ai pas perdu au change, j'ai en revanche beaucoup gagné : du temps, du plaisir, du sens, une meilleure santé, des relations sociales plus nombreuses et plus riches, bref j'ai gagné beaucoup de joie. »

La vraie vie, vécue pour soi, l'autonomie existentielle, l'itinéraire réellement anti-capitaliste sur lequel chemine l'1consolable est celui d'un universel singulier, i.e. illustration, personnification de la résistance créative de tous ceux, nombreux, encore politiquement peu visibles (lisibles ?) qui ont choisis d'être inadéquats. Que pouvons-nous, faire ?

Pour dernière citation, la conclusion du Manifeste cité dans le chapô : « Au-delà du travail, nous avons un monde à gagner. Prolétaires de tous les pays, finissez-en ! » [Avec le travail...] ■

Alain VÉRONÈSE

Notes.

- 1 – David Graeber, réputé théoricien anarchiste est également l'auteur de Dette, 5 000 ans d'histoire, éd. Les liens qui libèrent, 2013.
- 2 – L'échange symbolique et la mort, 1976.
- 3 – Temps, travail et domination sociale. Moishe Postone, éd. Mille et une nuits, 2003. Le titre est explicite : le vol de temps par le surtravail en régime capitaliste.
- 4 – Voir Adieux au prolétariat, éd. Galilée, 1980.
- 5 – Crack capitalism, John Holloway, éd. Libertalia, 2012, p. 134.
- 6 – La civilisation du travail, William Morris, éd. Le passager clandestin, 2013. Le texte cité en exergue est tiré de « Travail utile et vaine besogne », p. 29/61, une conférence de 1884. Présentation de Anselm Jappe, théoricien de la « nouvelle critique de la valeur ».
- 7 – J. Holloway, op. cité, p. 137.
- 8 – Sur internet : "Revenu de base", on y trouve une traduction correcte de Bullshit jobs
- 9 – Changer le monde, sans prendre le pouvoir, John Holloway, éd. Syllepse, 2007, p. 243.
- 10 – ibid, p. 245.
- 11 – Les propos rapportés sont tirés du Monde libertaire, hors-série, n° 51, sept., oct. 2013. Le travail, pour quoi faire ?
- 12 – Crack capitalism, p. 136.

Marx contre le travail

« En prenant pour mot d'ordre l'affranchissement du travail, la sortie de l'exploitation, les marxistes traditionnels ont négligé le fait que Marx mène une critique non seulement de l'exploitation capitaliste, mais également du travail lui-même, tel qu'il existe dans la société capitaliste. Dès lors, il s'agit, non pas de remettre au centre le travail, mais au contraire de critiquer la place centrale prise par le travail dans ce système, où il régit l'ensemble des rapports sociaux. C'est là l'objet de la lecture de Marx opérée par Moishe Postone dans « Temps, travail et domination sociale. »

Anselm Jappe.
dans La revue des livres (RdL), sept. 2009.

« Etre inadéquats : que pouvons-nous faire pour changer le monde ? La réponse est-elle s'asseoir dans un parc, ou de rejoindre la chorale locale, ou d'aller faire une randonnée en montagne ? Non. La réponse est plutôt : la révolte de toutes les façons qui nous soient possibles, mais ce qui importe le plus, ce n'est pas le cri des « révolutionnaires » haïssant le capitalisme, mais les façons dont nous essayons dans nos pratiques quotidiennes d'être inadéquats à la succion cohésive de l'activité capitaliste. » [...] Brisons les règles. Beaucoup, beaucoup de gens consacrent



RÉFLEXIONS BRUTES ET CROTTEUSES

Petit historique sans remonter à trop loin : de brassiers à bouseux, paysans-bouseux, paysans (les tracteurs sont arrivés), puis agriculteurs passés par les écoles, suivent les «abruticulteurs», les exploitants agricoles, les banques au bout du circuit, avec des brassiers comme main d'œuvre, la boucle est bouclée.

Les paysans, longtemps ont œuvré pour les suivants, sans vraiment de conscience, suivant le chemin des anciens, laissant une terre améliorée. L'industrialisation et l'arrivée des techniques modernes, le profit, le gain ont instauré un nouveau système, aidés par les consommateurs-profiteurs : l'avenir c'est maintenant ! Moins c'est cher, mieux c'est, et l'on se fout de ce que cela coûte réellement à la terre et de ce qu'elle deviendra.

Une prise de conscience à travers le bio et l'agriculture dite paysanne peut encore maintenir un futur viable, mais elle dépend surtout de l'action des consommateurs : achetez avec vos têtes, pas avec votre pognon. L'abruticulture bio existe, elle ne vaut pas beaucoup plus que la conventionnelle, tout juste salit-elle un peu moins la terre, ce n'est pas suffisant ! La ferme bio la plus importante en Allemagne fait 35000 ha, où est l'être dans tout ça ?

La vie, la mort de la terre, tout est dans la main du consommateur, nos choix sont primordiaux, chaque centime décide de la vie ou de la mort d'un paysan et de la terre qu'il cultive. Pas la peine de donner l'obole à une asso pour sauver un paysan, il suffit de bien choisir sa consommation, d'impulser un tournant, les volontaires existent, donnons-leur la chance et les moyens à travers les achats responsables, groupons-nous et demain ... nous sommes tout, soyons rien, le système actuel n'y résistera pas ! Voter ne suffit pas, notre porte-monnaie est aussi un bulletin, avec une force peut-être plus importante.

Éros et Thanatos sont les deux mamelles de la terre, l'abondance suit leurs cycles, l'un sans l'autre amène déséquilibres et lendemains qui déchantent, à l'image de l'abruticulture actuelle.

Bons temps, amistos à vous. ■

FELIP,
paysan-bouseux Tarnais ...
et fier de l'être.

INTERNATIONALE

PGE

Parti de la gauche européenne : Vers un projet de refondation pour l'Europe ?

Le Parti de la gauche européenne (PGE) a tenu son IVe congrès du 13 au 15 décembre à Madrid en présence de plus de 300 délégué-e-s (26 partis membres et 7 observateurs) et une centaine d'invité-e-s (parmi lesquels la délégation d'Ensemble ! MAGES).

D'une certaine manière, ce congrès a été celui de la consolidation et de la maturation du PGE. En effet, celui-ci a renforcé sa cohésion et passe progressivement d'une confédération de partis nationaux à un véritable parti européen, et ce malgré certaines réticences de formations nordiques et de l'est du continent historiquement hostiles à la construction européenne.

Les questions économiques, la lutte contre les politiques d'austérité imposées par la Troïka et la régression démocratique ont été au cœur des débats. Le PGE s'est fixé comme objectif d'occuper un rôle plus important dans la lutte politique et de construire un front politique et social européen capable de peser davantage sur les orientations :

« *Ce front doit ouvrir la voix de l'unité et de l'espoir pour les peuples européens en vue de refonder une structure régionale de peuples libres et souverains associés à un programme de progrès social, démocratique, économique et écologique, de paix, basés sur les principes de respect de la souveraineté et du patrimoine culturel, politique et social.* »

Le congrès a adopté à une très large majorité le principe de trois initiatives majeures :

1. une campagne d'action pour s'opposer aux négociations et au projet de grand marché transatlantique (Transatlantic Free Trade Area) ;
2. un sommet sur la dette à Bruxelles en mars prochain ;
3. l'organisation d'un Forum européen des Alternatives à l'automne 2014 (un espace politique nouveau ouvert aux forces politiques, sociales et syndicales).

Il participera également à la manifestation *Blockupy* à Francfort

à l'occasion de l'inauguration du nouveau siège de la Banque centrale européenne en mai 2014.

La nouvelle présidence collégiale du PGE pour les trois prochaines années est composée de Pierre Laurent (PCF), qui a été réélu président à 78,6 %, Alexis Tsipras (Syriza), Marisa Mattias (Bloc de gauche), Maite Mola (Parti communiste espagnol), Margarita Mileva (Gauche bulgare) et le trésorier Diether Dehm (Die Linke).

Les congressistes ont également décidé à 84 % des voix de proposer la candidature d'Alexis Tsipras (SYRIZA) à la présidence de la commission européenne lors des prochaines élections européennes au printemps prochain. Le mandat est de dénoncer les politiques d'austérité, de proposer la refondation de l'Europe et non de cautionner la commission et les institutions européennes. La candidature de Tsipras devra notamment s'opposer à celle de Martin Schulz, social-démocrate allemand, dont le parti, le SPD, vient de faire le choix de s'allier à Angela Merkel et aux conservateurs pour constituer une coalition d'austérité en Allemagne et en Europe.

La résolution politique générale a été adoptée à 85,3 % et les axes programmatiques assez généralistes pour les élections européennes à 86,4%. (<http://www.european-left.org/fr>)

De nombreuses motions de soutien à l'indépendance du Sahara occidental, à la révolution bolivarienne au Venezuela, aux peuples palestinien et kurde et sur la Syrie, contre le blocus de Cuba, ont recueilli de larges majorités. D'autres motions comme celle sur le soutien aux révolutions du monde arabe n'ont pas été adoptées.

Une motion sur l'écologie sociale présentée par le Parti de gauche et soutenue par le Bloc de gauche (Portugal), l'Alliance rouge et verte (Danemark), Die Linke (Allemagne) et Syriza (Grèce) n'a obtenu qu'une majorité relative (47,6 % pour, 42,9 % contre et 9,5 % d'abstention). Elle se distingue clairement des solutions de capitalisme vert et trace la voie d'un projet politique que le PG veut porter à

Castres, ville définitivement à droite ?

l'échelle européenne.

Le PGE a également entériné une modification statutaire en créant une troisième catégorie de participation en sus de celles de membres et d'observateurs, il s'agit de celle de partenaires. C'est à ce titre, que le réseau Transform ! pourra collaborer avec le PGE.

Comme il est de coutume, ce congrès a été ponctué de nombreuses interventions d'invité-e-s (palestinien, colombien, cubain, kurde, vénézuélien, etc.). Et, pour la première fois dans un congrès du PGE, celles de syndicalistes : Ignacio Fernández Toxo pour les Commissions ouvrières espagnoles et Bernadette Ségol, Secrétaire générale de la Confédération européenne des syndicats (CES) qui a reconnu dans le PGE un partenaire avec lequel il faut travailler.

Mais une intervention a particulièrement concentré toutes les attentions, il s'agit de l'adresse d'Álvaro García Linera, vice-président de la République plurinationale de Bolivie. Dans un discours éloquent, il a fustigé le repli de l'Europe sur elle-même et son absence d'ambition, des gouvernants qui « *n'écourent pas les peuples mais servent les banquiers, appliquent une politique d'austérité, développent le grand marché transatlantique. (...)* ». Il a dénoncé l'hégémonie du capitalisme qui poursuit son accumulation au détriment de l'écosystème. Mais pour mieux préciser que l'indignation ne suffira pas et qu'il convient de travailler sur des propositions pour redonner espoir aux opprimé-e-s et formuler six propositions à partir de l'expérience de la Bolivie. Il a conclu en indiquant que la politique, « *c'est d'abord convaincre et cette conviction exige que nous luttons, luttons, luttons. Nous ne sommes pas seuls, nous avons besoin de vous nous avons besoin d'une Europe qui illumine le monde et le destin humain.* »

Le congrès du PGE a incontestablement franchi un cap vers la construction d'un véritable parti européen sous l'impulsion de certaines de ses composantes qui semble y disposer d'un poids déterminant : allemande (Die Linke), espagnole (Gauche unie), française (PCF), grecque (SYRIZA), portugaise (Bloc de gauche).

D'un point de vue politique, on peut regretter que les références à l'Europe forteresse et la défense des migrants, les rapports avec le sud de la Méditerranée aient été très peu évoquées. Par ailleurs, la place de l'écologie reste très faible dans les textes, même si le Parti de gauche français a proposé plusieurs amendements. Ce dernier aspect est loin d'être négligeable compte tenu des crises alimentaires, climatiques et énergétiques.

Dans ce congrès, Ensemble ! a donné son point de vue sur la situation du Front de gauche aux délégations intéressées par notre mouvement et voulant établir des contacts. Le débat devrait commencer sur quelles relations établir avec le PGE : adhésion, observation ou partenariat ? ■

La délégation d'Ensemble ! à Madrid
Myriam MARTIN, Roberto MORCILLO, Richard NEUVILLE, José TOVAR et Flavia VERRI

Sous-préfecture du Tarn, ville de 45 000 habitants très à droite et qui sûrement va le rester, Castres a un maire UMP (Pascal Bugis) qui, pendant son deuxième mandat, a redonné la gestion de l'eau à une régie municipale, créé une épicerie solidaire et mis en place la gratuité des transports urbains (avec la complicité de la communauté d'agglomération dont il est le président). Mais aussi : installation de la vidéosurveillance, arrêtés antimendicité, chasse aux SDF, sans parler de l'autocratie municipale en guise de gouvernance.

Où en est la gauche à Castres ?

Dans un 1^{er} temps, le PS très ouvert à toutes les sensibilités de la gauche qu'il souhaitait rallier à son étendard, a fini, comme d'habitude par lancer son candidat tête de liste à la une des médias locaux sans consulter qui que ce soit. « *Nous ne sommes pas hégémoniques* » disent-ils ! Nous l'avons bien compris lorsqu'il nous ont rassemblés pour débattre des sièges disponibles et des axes forts du programme sur lesquels on ne pouvait transiger (autoroute payante Castres-Toulouse par exemple). Avec le soutien inconditionnel du PRG (et de son organe de presse *La Dépêche du Midi*) et d'une association locale composée d'ex-militants d'un peu toute « la gauche ».

Et le PCF ?

Des conflits internes au niveau local au sujet des municipales font que le PCF ne s'affiche pas comme tel, il se cache sous l'étiquette « Castres à gauche vraiment », une association composée de communistes et de militants non encartés, déjà présente aux précédentes élections municipales.

Pas facile dans ces conditions de monter une liste ! Le PG et Les Alternatifs se sont retirés des débats en novembre, EELV en décembre. Ces trois formations se rencontrent depuis et vont tenter d'engager le dialogue avec la population. Avec le "secret" espoir pour EELV et PG de créer une seconde liste de gauche avec la participation des citoyennes. Les Alternatifs, estimant la démarche bien tardive, souhaitent simplement "bouger" la population, sans objectif électoral, mais en préparant durablement l'avenir ...

Première réunion publique de ce trio le 16 janvier. Au cœur des débats, deux questions : qu'est-ce qu'une politique municipale de gauche ? Comment la faire vivre ?

Création d'une adresse facebook : www.facebook.com/alternativescastres2014. A suivre ? ■

Yvette et Claude ROSSIGNOL

Nantes, Rezé, Saint Herblain, Bouguenais, Les listes alternatives en campagne en Loire Atlantique

A deux mois du premier tour, la campagne est enfin partie pour les différentes listes alternatives de l'agglomération nantaise : « Nantes à gauche toute ! Place au peuple », « Rezé à gauche toute », « Saint Herblain à gauche toute », « Bouguenais Agir Solidaires ».

Malgré le choix du PCF 44 de s'associer aux listes conduites par le PS, un large front de militant-e-s de gauche – Parti de Gauche et Ensemble pour le Front de Gauche, NPA à Rezé et Saint Herblain, militant-e-s libertaires à Bouguenais, Breizhistance à Saint Herblain – et, surtout, nombre de syndicalistes et de citoyen-nes engagé-e-s se sont retrouvés pour présenter des listes qui, toutes, dénoncent l'austérité du gouvernement, refusent la construction d'un nouvel aéroport à Notre Dame des landes et qui, concrètement, proposent de faire de la commune un lieu de démocratie, de solidarité et de résistance. Inutile de souligner que les adhérent-e-s des Alternatifs participent activement à chacune de ces listes, dont nous vous invitons à lire de courts extraits de leurs textes de campagne.

Nantes

« A Gauche Toute, Place au Peuple »



« Qui d'autres pourraient répondre à l'aspiration de la majorité de Nantais confrontée quotidiennement au ravage de

la financiarisation de la société ? Certainement pas les autres listes actuellement constituées.

Certainement pas la Droite nantaise, si sûre de pouvoir régner bientôt sur la ville que la meute ne cesse de s'entredéchirer pour avoir le butin le plus imposant. Et comme elle l'a fait auparavant, d'élections locales en élections locales, le feuilletton de leur division égrène leur dîner en ville. Cette Droite qui nous assène un programme sécuritaire, réactionnaire et austéritaire avec des millions d'euros de coupe dans le budget de la ville et autant de régressions sociales dans la vie des Nantais. Cette Droite qui renchérit constamment à celui qui proposera la réduction d'impôts la plus importante. Mais Mme Laurence Garnier (outre son phare Tour Bretagne) a des idées : «demander aux bénéficiaires des aides sociales communales d'effectuer quelques heures par semaine pour la collectivité». Voilà qui nous rappelle un temps qui l'on croyait banni

- Qui d'autres que le Front de Gauche pourrait porter l'espoir d'une société plus fraternelle.

Certainement pas l'ami de Dieudonné ! Mr Bouchet, le bleu marine local qui déclare (je cite) : «Depuis des années, les Nantais ont été dépossédés de leur ville au profit d'une petite caste de bobos socialistes dans le centre et d'une tiermondisation des quartiers périphériques...» Voilà leur vision de la ville qui oscille entre le tout sécurité et le tout voiture.

- Qui d'autres que le Front de Gauche pourrait en finir avec le féodalisme municipal qui confisque le pouvoir et musèle la démocratie ?

Certainement pas Johanna Rolland qui inscrit sa campagne dans le soutien au gouvernement Ayrault et l'accompagnement libéral de l'austérité. C'est-à-dire, à l'arrivée, moins d'équipements publics, moins de personnels, mais plus de partenariat avec le privé. De fait, Nantes sera une ville encore plus dure à vivre pour les classes populaires et moyennes. A la différence de la tête de liste du Parti socialiste, nous ne sommes pas des héritiers. Nous ne

sommes adoubés par quiconque. Nous tenons notre seule légitimité de nos luttes et par le Peuple qui se reconnaît en nos idéaux.

- Qui d'autres que le Front de Gauche pourrait construire une majorité alternative à gauche ?

Les Verts. Certes, nous serons dans la rue avec eux le 22 février prochain pour l'abandon du projet de Notre Dame des Landes. Pour autant, où sont-ils et que font-ils ? Régionalement, en osmose avec le Président de région, Jacques Auxiette tout occupé à privatiser le TER et le transport ferroviaire de proximité, tout occupé à nous vendre une région artificielle ! Et, au plus haut niveau, dans ce gouvernement, où déjà deux ministres dit écologiques furent remerciés sans ménagement ? Que font-ils ? Et localement, un moment tentés par une alliance avec le MODEM, que feront-ils le 23 mars ? Pour nous, Front de Gauche, il faudra qu'ils montrent plus de conviction au soir du premier tour, si nous voulons réellement combattre l'hégémonie du PS. Pour atteindre cet objectif, il nous reste 72 jours. 72 jours de campagne où l'enjeu sera tout à la fois de sanctionner la politique mise en œuvre par le P.S., qui tourne le dos aux espoirs populaires de changement, se plie aux exigences des riches, de la finance et de la Commission européenne. Mais aussi de mettre en œuvre, à Nantes comme ailleurs, une autre politique qui donne la priorité à la satisfaction des besoins sociaux et à la protection de la planète ».

(extrait de l'intervention de Guy Croupy, lors de l'inauguration du local de campagne le 13 janvier dernier)

Rezé à Gauche Toute !

Tous ensemble, la gauche vraiment

valeurs communes

(extraits)

« Pour nous, la richesse d'une ville ne se mesure pas par des indicateurs fiscaux. Elle se mesure dans sa capacité à offrir à chacun-e un cadre et des conditions de vie qui procure le bien être, la possibilité de relations humaines et d'activités

épanouissantes, et une vision de l'avenir qui fasse un peu rêver. Là sont les vrais besoins humains.

Pour nous, la réponse à ces besoins ne peut être assurée que par des services réellement publics, c'est à dire des services dont la finalité et la qualité peuvent être en permanence maîtrisés par la puissance publique et contrôlés par les usagers. Ce qui exclut qu'ils soient délégués au secteur privé marchand, pour qui l'objectif de faire du profit prime sur la recherche de l'intérêt général.

Le contexte national et international, la politique du gouvernement, nous conduisent à considérer que, pour atteindre un objectif de réel progrès humain, l'existence de listes à gauche indépendantes du Parti Socialiste est indispensable. C'est notamment vrai à l'échelon local : nous ne pouvons pas « composer » avec l'actuelle majorité municipale car nous sommes en désaccord profond avec nombre de valeurs fondamentales qui sous-tendent son action.

Un seul exemple : la recherche de la fameuse « attractivité », ou « compétitivité » du territoire, posée comme un objectif indiscutable par l'actuelle majorité. Mais nous, nous discutons cette valeur : à quoi bon croire si c'est pour moins de bien être global (embouteillages, stress, pollutions, épuisement des ressources, baisse du lien social) ? A quoi bon attirer de nouveaux habitants si c'est pour dépeupler d'autres territoires ? A quoi bon devenir une ville encore plus riche si c'est pour déplacer la pauvreté ailleurs ?

A cette approche, nous opposons le bien vivre ensemble.

Les crises sociales et environnementales sont là ! Elles sont graves, car étendues (même Rezé est touchée bien que privilégiée à bien des égards) mais aussi graves car structurelles (et non pas conjoncturelles).

Les idées politiques aujourd'hui dominantes nous présentent la situation économique actuelle comme inéluctable : nous n'aurions pas d'autres choix que de tout livrer à la « concurrence libre et non faussée », que de subir la compétition économique et la finance mondiale, et donc, au final, que de baisser les dépenses publiques au nom du dogme budgétaire. Mais cette situation n'est pas une fatalité, elle a au contraire été instituée, si besoin contre l'avis des peuples (référendum bafoué), par les dirigeants actuels, soit ouvertement (adoption du traité européen de Lisbonne

par les parlementaires, renflouement des banques sans contrepartie), soit de manière plus discrète (règles économiques et financières décidées dans l'opacité par l'OMC, le FMI, le G20 etc..) ...

Des évolutions radicales sont nécessaires comme solutions aux crises profondes. Pour que ces évolutions soient désirables, il faut partir, et toujours revenir, à l'humain »

Bouguenais Agir Solidaires

1. Agir, partager, participer tout au long du mandat (extraits)

« La démocratie représentative (avec des élections permettant de choisir des représentants) est le mode de gouvernance « minimum » en vigueur dans tous les systèmes démocratiques. La démocratie participative se veut aller plus loin dans la gouvernance d'un système, on parle alors de gouvernance partagée. La gouvernance partagée, terme aujourd'hui souvent galvaudé, est pourtant pour nous porteur de sens. En ce qui concerne la gestion de la commune, il s'agira de mettre en œuvre des moyens qui permettront :

- d'associer les habitants à l'élaboration de projets proposés par la commune
- de favoriser l'expression des habitants

pour de nouveaux projets présentant un intérêt collectif

C'est donc un objectif transversal, une manière de travailler, une posture qui se déclinera à travers tous les axes de la politique municipale.

Les seules limites en seront les valeurs que nous défendons, à savoir la solidarité, la justice sociale, l'émancipation ; mais aussi bien sûr la faisabilité tant financière que technique des projets ainsi que leur pertinence (intérêt collectif)

Parce qu'elle a été la base de la création du collectif et de sa construction, la gouvernance partagée guidera l'équipe municipale. Au travers du partage des dossiers, de la formation de chacun, de l'œil vigilant des veilleurs (membres non élus du collectif mais acteurs de la vie municipale), chacun aura à cœur de faire vivre la commune avec le plus de respect et de justice.

Pour mener à bien tout cela, il conviendra de travailler étroitement avec les services municipaux. La reconnaissance de leur travail, ainsi que des formations régulières permettront à chaque agent, quelque soit son degré d'implication, de participer à la restauration d'un service public performant et à destination de tous les habitants.

Cette conception de la gestion de la commune doit ainsi permettre plus de transparence et de partage à double sens avec les habitants tant dans leur sollicitation pour participer aux projets que dans le retour d'information sur l'avancement des dossiers ».

Une liste « A gauche vraiment » à Bourg en Bresse dans l'Ain

A Bourg en Bresse, c'est une tradition bien établie depuis plus de 30 ans, le PCF fait liste commune avec le PS, puis maintenant avec le PRG et EELV.

Aux deux dernières élections, la LCR menait seule une liste à gauche de la gauche.

En mars prochain, une coalition NPA – PG – Alternatifs, soutenu par GU, non présente à Bourg, conduira une liste « A Gauche Vraiment », face à une municipalité sortante (majorité présidentielle), une liste UMP – Centre et une du FN. Belle expérience pour les Alternatifs de l'Ain, présents parfois aux législatives ou aux cantonales, mais jamais aux municipales de la ville chef-lieu. ■

Correspondant



PARIS : CASSER LA BIPOLARISATION ET INVENTER UNE ALTERNATIVE

Ici et là, des affiches sur les murs, des tracts dans les boîtes aux lettres, d'autres au marché, la campagne pour les élections municipales qui se tiendront les 23 et 30 mars 2014 a commencé ! Comme lors des scrutins précédents, Paris sera l'une des villes-phares des Municipales.

La sphère médiatique retient pour l'essentiel l'affrontement entre les listes coalisées autour du PS et celles de l'UMP. On ne doit pas cependant sous estimer le risque d'une poussée Front National, dans une ville dont la sociologie n'est en règle générale pas favorable à ce parti. La gauche de gauche est présente. Présence rendue difficile par le choix des adhérents du PCF de l'alliance avec le PS. Ce choix s'est opéré à une assez courte majorité et après que des responsables majeurs du PCF, au niveau fédéral et national, aient mis tout leur poids dans la balance contre des listes du Front de Gauche ce qui entraîne de fortes tensions au sein du Front de Gauche.

Des listes A PARIS PLACE AU PEUPLE sont constituées à l'initiative du Parti de Gauche et d'Ensemble, dont toutes les composantes sont présentes à Paris (Les Alternatifs, Convergences et Alternative, Gauche Anticapitaliste, FASE, courant de la Gauche Unitaire). La phase de constitution des listes est en cours et les têtes de listes désignées, représentatives du regroupement. Dans de grands arrondissements encore en partie populaires des membres du Parti de Gauche conduisent les listes (11e, 18e, 20e) une responsable de la G.A. dans le 19e, et notre camarade Jean-Claude Coqueret dans le 13e (180.000 habitantEs) où les militantEs du PCF avaient choisi à 80% une alliance «Front de Gauche».

Le profil politique des listes est clairement orienté contre la droite et le FN, en alternative au PS.

Un collectif de travail regroupant des membres du PG, des Alternatifs et de la G.A. participe à l'élaboration d'un programme écologiste, démocratique et solidaire pour la ville. Les objectifs n'ont

pas vocation à être travaillé en vase clos par les militantEs politiques, mais sont la base d'échanges et de co-élaboration avec le tissu associatif et syndical.

La question du logement est évidemment cruciale dans une capitale où les coûts du foncier et la spéculation immobilière poussent à l'uniformisation sociale au détriment des couches populaires et d'une grande partie des couches moyennes.

Le croisement avec des objectifs écologiques, dans un espace très densément occupé va de soi.

Enfin la prise d'initiatives citoyennes et populaires dans tous les domaines est un fil conducteur.

Nos objectifs :

- que chacunE trouve à se loger décemment, à des prix raisonnables,
- que tous puissent recevoir des soins de qualité dans de bonnes conditions, rapides lorsqu'il s'agit d'urgences,
- que les difficultés dont souffre l'école depuis la mise en place des nouveaux rythmes soient vraiment écoutées et

prises en compte dans l'intérêt des enfants, de leur épanouissement intellectuel et de leur bien être en classe, en concertation avec les parents, les enfants, les enseignants et les animateurs,

- que les associations, creusets de la vie sociale, puissent continuer à vivre pleinement,
- que les services, l'espace, les équipements, les biens publics soient rendus à la municipalité sous le contrôle des citoyens,
- que soient interrompus les projets de constructions inutiles et nuisibles, par exemple de gratte-ciels principalement dédiés aux bureaux, livrés à la spéculation,
- que les entreprises concurrentes cessent de se livrer bataille à travers la publicité, agressive, socialement violente, énergétiquement dispendieuse, qui instille des stéréotypes contestables, notamment sexistes, et nous pousse à une consommation déraisonnable favorisant le productivisme, et bien d'autres choses... ■

MUNICIPALES A NIMES

A Nîmes, la Front de Gauche a décidé, dès la fin du printemps 2013 de se préparer pour les élections municipales.

Toute une série d'ateliers thématiques a été programmée pour donner la parole aux électrices et aux électeurs sur différents thèmes (logement, enfance et jeunesse, transport, solidarités. etc.). Mais il fallait encore savoir avec qui les membres du PCF souhaiteraient s'associer : PS ou FdG ? Le choix fut finalement fait, la majorité souhaitait constituer une liste indépendante du PS. Il devenait dès lors possible au « *Pôle citoyen Rouge et Vert* », qui allait devenir Ensemble de s'associer avec le PG et le PC pour constituer une liste. Elle s'intitule « *Vivons Nîmes Ensemble* », et est conduite par la tête de liste du PCF, Sylvette Fayet, conseillère municipale d'opposition.

Rapidement un groupe d'EELV était lui aussi associé aux trois premières formations, suivi par deux socialistes en rupture de ban. Un protocole était sur le point d'être signé, quand la tête de liste EELV abandonnait subitement. Qu'allait-il se passer ?

Ses compagnons souhaitaient continuer. Mais se posait encore la question du logo. Dans le Gard, les divisions d'EELV sont profondes et récurrentes. Au moment où cet article est écrit, le protocole n'est pas encore signé, mais il est prévu

que la tête de liste d'Ensemble (Janie Arneguy, des Alternatifs) occupe la 5e place, malgré le souhait d'Ensemble d'avoir logiquement la 3e place, en tant que membre du Front de Gauche, initiateur de la liste. Mais le « poids » électoral de EELV est jugé, par nos partenaires, à tort ou à raison, plus conséquent que celui d'Ensemble. En définitive, Ensemble devrait présenter environ cinq candidat-e-s, dont une ou deux éligibles, et présentera également deux "personnalités".

Notre local de campagne est une ancienne imprimerie à l'abandon, entièrement repeinte et décorée par les militants, et située, ça ne s'invente pas, place de la Révolution en plein centre ville. Ce local sera officiellement inauguré le 18 janvier. Mais déjà le 10, entre 90 et 150 militants s'y sont rassemblés, dont une quinzaine d'« Ensemble », pour une première prise de contact avec les candidat-e-s en tête de liste. La préparation du programme, pour laquelle le travail préalable effectué par les Alternatifs avec leur Charte Municipale, s'est révélé fort utile.

Elle donne parfois lieu à des échanges tendus, lorsqu'il apparaît que certaines propositions d'Ensemble paraissent déconcerter un peu certains de nos partenaires. Nous pensons néanmoins parvenir à un programme cohérent où nombre de nos idées seront prises en compte. ■

Christian DELORD

Laure PELBOIS, Jean-Jacques BOISLAROUSSIE

MULHOUSE : UNE ALTERNATIVE SOLIDAIRE ET ECOLOGISTE

Pour cette première aux municipales, trois formations se présentent ensemble : le Parti de Gauche, le Parti communiste et les Alternatifs, mais la liste compte une majorité de citoyens non membres de partis

Beaucoup de candidats sont jeunes, quinze d'entre eux ont moins de trente ans.

Mulhouse est une ville de longue tradition industrielle, alsacienne et métissée.

Marquée aujourd'hui par des phénomènes de décohésion sociale.

Les engagements de la liste vont se déployer autour de cinq axes : l'égalité entre les quartiers, l'égalité de traitement entre les habitants, la transparence dans les débats et les prises de décision, l'utilisation des fonds publics pour l'intérêt général et la gestion saine des finances municipales. Des projets aussi pour développer des emplois dans l'économie sociale et solidaire, thèmes chers aux Alternatifs engagés dans la Maison de la Citoyenneté Mondiale.

Autres objectifs : une direction santé au cœur de la politique de la ville, de même qu'un centre de santé municipale, l'éducation avec « une école totalement gratuite, autant pour le matériel que pour toutes les activités culturelles et sportives » ou encore la gratuité des transports collectifs pour « un pouvoir d'achat redistribué » et pour l'écologie.

La liste du Front de gauche est menée par Aline Parmentier, 59 ans, coiffeuse et secrétaire départementale du PCF 68. Elle est suivie de Mohamed Idrissi, 26 ans, directeur de centre de loisirs. « Mulhouse est la 3e ville la plus jeune de France. » Il veut démocratiser la culture et le sport et « rendre le jeune autonome et citoyen ». Suivante sur la liste, Elodie Gaillet, 42 ans, est mère au foyer et militante associative. Elle réfléchit au vivre-ensemble, à l'émancipation des femmes, à la façon de « redonner la parole aux citoyens ». Vient ensuite Vincent Goulet, 45 ans, sociologue, Les Alternatifs. Il s'intéresse à la qualité des logements, pointe « les passoires thermiques du centre-ville et le parc HLM non entretenu ». Il propose de créer des jardins partagés, de rénover de la base les quartiers avec des commerces solidaires... Natalia Stanisavljevic, 21 ans, est étudiante en management. En 6e position, Alban Brua, 42 ans, professeur d'allemand, du Parti de gauche. Il est chargé tout spécialement de l'économie sociale et solidaire « pour faire de Mulhouse une ville pilote pour le développement des emplois et du bien-être ».

Il propose en premier la création d'un fonds municipal d'investissement populaire ■

Correspondant
P. 12 n°374

FOIRE A L'AUTOGESTION DANS LE GARD 1-4 mai 2014 .

Un projet de foire à l'autogestion concernant le Gard et ouverte aux départements voisins, est né à l'automne dernier. Plusieurs réunions de préparation ont déjà eu lieu, qui rassemblent des libertaires, des membres d'ATTAC, des décroissants, des personnes non affiliées à une organisation.

Les Alternatifs se sont aussi impliqués dans ce projet dès le mois de décembre.

Le lieu a été trouvé : ce sera St Geniès de Malgoirès, entre Nîmes et Alès. du 1er au 4 mai.

Plusieurs ont souligné qu'il souhaiteraient que cet événement ait un caractère festif. Les camarades d'*Ensemble* ont manifesté leur intérêt pour ce projet. Là encore, la diversité des partenaires, si elle est intéressante, rend la concertation et les débats parfois longs et difficiles. Les Alternatifs espèrent néanmoins pouvoir contribuer à cette foire par l'originalité de leur réflexion, de leurs pratiques et de leurs liens militants. ■

Christian DELORD

Rencontre Europe Méditerranée « L'Economie des travailleurs »

Vendredi 31 janvier et samedi 1er février 2014

Dans l'usine occupée Fralib - 500, avenue de Bertagne, 13420 Gémenos

Cette rencontre est une continuité des Rencontres internationales « L'Economie des travailleurs » organisées depuis 2007 à partir de l'expérience des entreprises récupérées et d'autres mouvements pour l'autogestion du travail en Amérique latine.

PROGRAMME

Vendredi 31 janvier

10h : Ouverture (par les organisateurs)

11h : Table 1 : La crise et les réponses à partir de l'autogestion en Amérique Latine.

13h : Pause déjeuner

14h : Table 2 : Les entreprises occupées et récupérées en Europe (expériences en France, Italie, Grèce, Espagne)

16h : Table 3 : Précarité de l'emploi, migrations et chômage en

Europe. Politiques et conflits.

18h : Projection du film « Industria Argentina » de Ricardo Diaz Iaconi.

20h : Dîner latino-américain

Samedi 1er février

9h : Visite de l'usine Fralib

10h : Table 4 : Les mouvements de résistance face à la crise : Espagne, Grèce, Turquie, « printemps arabe », Argentine 2001, Occupy Wall Street

12h : Présentation de l'espace workerscontrol.net

13h : Pause déjeuner

14h : Table 5 : Défis du syndicalisme dans le nouveau contexte européen et mondial

16h : Table d'échanges d'expériences

18h : Session de clôture

Organisé par le Comité Organisateur des « Rencontres Internationales L'Economie des Travailleurs », Programme de la Faculté Ouverte, UBA (Argentine), les Travailleurs de Fralib en lutte, L'Association Autogestion (France), le Réseau Workers Control.net, ICEA (Etat Espagnol), ASPAS (Association Solidarité Provence / Amérique du Sud)
Informations et inscription avant le 20 janvier 2014
economyworkersmarseille2013@gmail.com

Sur le projet de «loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt»

Après la réforme de la PAC, adoptée en 2013 et son adaptation française en cours, le débat public porte à nouveau sur la question agricole et alimentaire avec le travail parlementaire sur ce projet de loi.

L'enjeu est important car la politique européenne conserve, malgré quelques améliorations (un peu de plafonnement et de verdissement) les paiements directs sur bases historiques comme axe central. Cette politique est donc toujours aussi inégalitaire et productiviste, à un moment où le projet de traité transatlantique menace de réaliser un nouveau grand saut vers un libéralisme intégral.

La question devient alors : le gouvernement français fait-il le maximum pour compenser les effets de cette politique européenne et orienter l'agriculture dans un sens écologique et social pour une alimentation saine pour tous ?

Ici comme dans les autres domaines, les promesses et les effets d'annonce peuvent paraître satisfaisants.

Le projet de loi contient bien quelques avancées susceptibles d'être renforcées au parlement.

Mais elles resteront très insuffisantes pour infléchir l'évolution en cours et pour engager une transition vers un autre modèle agricole, malgré ou à cause de l'affichage de la recherche de la «double performance» économique et écologique».

Il s'agit pour le moins d'une performance du discours car le sens donné à «performance économique» n'est pas précisé.

Ainsi, non seulement la performance sociale n'est pas recherchée mais la «performance économique» continuera à détruire les emplois en cohérence avec le système des aides directes de la PAC toujours proportionnelles au nombre d'ha ou d'animaux et non au nombre d'emplois. Quant à la recherche de la «performance écologique» elle reste secondaire.

Les effets négatifs d'une telle politique ne seront que très peu compensés en matière d'installation ou d'agrandissement et de pratiques par les quelques avancées.

Dans le domaine des structures de production, on note un assouplissement des

conditions de reconnaissance du métier permettant ainsi plus facilement un statut et des aides pour les exploitations diversifiées avec peu d'hectares et un léger renforcement du contrôle des structures pour empêcher l'agrandissement des exploitations jugés trop importantes, y compris celles en sociétés. L'artificialisation des terres est rendue plus difficile et le rôle des SAFER est renforcé à la marge. Mais par exemple, les aides à l'installation restent réservées «aux jeunes» alors que de nombreux candidats sont plus âgés et les SAFER ne seront obligées de préempter que dans certaines conditions.

Côté «écologie», la réalisation de l'agro-écologie¹ dont le ministre semble faire son cheval de bataille, restera un accessoire pour discours ministériels et faux consensus. Certes, la proposition du GIEE (groupement d'intérêt économique et écologique) est intéressante. Il s'agit de favoriser (accès aux aides de la PAC pour le développement rural) des projets collectifs associant plusieurs agriculteurs d'un même territoire, innovants et visant la «double performance». Fondée sur la pratique de certains groupes et réseaux (CIVAM et autres), cette proposition risque d'être de faible portée puisque les conditions structurelles ne sont pas modifiées pour favoriser l'adoption de pratiques agroécologiques. Sur ce point, le projet de loi est d'ordre cosmétique : il laisse les acteurs (firmes et agriculteurs) «œuvrer» à une réduction de l'usage des pesticides en créant des certificats d'économies de pesticides (à la manière des crédits carbone) et transfère la gestion des autorisations de mise en marché à l'Agence Nationale de Sécurité Sanitaire de l'Alimentation (ANSES), en confondant expertise et décision politique. A noter en positif, la mise en place d'une «phytopharmacovigilance» et l'amélioration de la traçabilité contre les produits frauduleux. La volonté manifestée de diminuer l'usage des antibiotiques en élevage restera de faible portée : rien n'est fait pour agir sur les conditions d'élevage et donc réduire le nombre d'animaux et leur concentration², ni même pour interdire l'utilisation des antibiotiques critiques, dangereux en termes de santé publique!

Les autres thèmes comme l'alimentation ou la forêt ne sont presque pas abordés.

On se contente de traiter la question épineuse de l'alimentation en redistribuant les pouvoirs de décision. Quant à la forêt elle n'est traitée que sous son aspect « filière ». En fait, ces thèmes nécessiteraient un nouveau cadre législatif. L'enseignement agricole est également concerné avec quelques propositions intéressantes mais non placées dans un cadre cohérent avec le «produire autrement». Quant aux questions fondamentales posées par la crise du système agroalimentaire notamment en Bretagne, elles sont laissées aux concertations d'un «plan régional».

Ce projet de loi dit d'avenir est en réalité un ensemble de petites touches sans modifications de la logique productive en place, soulève néanmoins de nombreuses réactions des lobbys du secteur et des syndicats agricoles.

La FNSEA est vent debout contre le durcissement (?) des normes environnementales et lance sa propre concertation avec ses amis (Jeunes Agriculteurs, crédit agricole, chambres d'agriculture) dans les «Etats généraux de l'agriculture».

La Confédération paysanne a mené et mène un gros travail de terrain et de concertation bien mis en valeur dans le n° de janvier de Campagnes solidaires et traduit dans un grand nombre de propositions d'amendement.

Souhaitons qu'elles soient largement prises en compte et valorisées dans le débat parlementaire.

Une fois de plus, malgré la campagne «Envie de paysans», le débat citoyen risque d'être trop restreint.

Il faudrait aussi que le mouvement social comme les forces politiques prennent en compte la complexité et la difficulté de la transition écologique et sociale de l'agriculture pour être en mesure d'élaborer les politiques nécessaires et d'appuyer les pratiques souhaitables tout en restreignant les autres. ■

Michel BUISSON
Contribution rédigée pour Ensemble

Anina

Voici un témoignage à lire et faire lire en cette période de graves dérives racistes. Comment mieux présenter cet ouvrage, qu'en donnant la parole à Anina elle-même ?

« Je m'appelle Anina, j'ai 22 ans et je suis Rom. J'ai connu la misère, les insultes, les camps sordides.

En France, je n'ai pas toujours mangé à ma faim, j'ai même dû faire la manche dans la rue pour survivre,

j'en suis humiliée à jamais.

Mais je voudrais aussi vous raconter mon autre histoire. J'ai appris le français avant d'obtenir mon bac et j'étudie à l'université de la Sorbonne pour devenir magistrat. Quand on a surmonté ce que j'ai connu, c'est qu'on a la rage de réussir, de prendre une revanche sur la vie ...

Je n'ai jamais oublié d'où je viens et, à travers mon histoire, je voudrais faire comprendre qui nous sommes vraiment.

Bien sûr il y a des problèmes, des drames, mais les Roms ne sont pas seulement des « voleurs de poules ».

C'est une communauté qui a une culture et une histoire fortes. Il ne faut pas en avoir peur, mais essayer de nous donner une chance. Comme celle que j'ai eue en France ... »

Tout en accompagnant cette jeune fille dans sa migration, depuis des camps en Roumanie jusqu'à un quartier populaire de Paris, en passant par un cam-

pement italien au milieu d'une décharge, un foyer à Lyon, une pièce dans une ancienne caserne à Valence, un foyer à Mâcon, une vieille fourgonnette à Bourg-en-Bresse, nous approchons les conditions de vie de son ethnie dans toute leur réalité : passeurs sans scrupule, mise à l'écart, échec des demandes d'asile, difficulté de scolarisation, nécessité de mendier quand il leur est interdit de travailler ...

Anina, heureusement, a trouvé sur son chemin quelques personnes qui, loin des préjugés, sont intervenues humanement et durablement auprès de sa famille, jusqu'à concrétiser l'espoir d'une vie « normale ».

■
Une lectrice



Anina, « Je suis tzigane et je le reste Des camps de réfugiés Roms jusqu'à la Sorbonne » (édition City)

INTERNATIONAL

Les Alternatifs, réuni-e-s en Coordination Générale le 12/01/2014, festiment positive l'évolution récente de la situation en Tunisie, trois ans après le début du processus révolutionnaire. Ils/Elles se félicitent que le peuple tunisien, par ses mobilisations dans les entreprises et dans la rue, ait su mettre en échec le projet réactionnaire porté par Ennahdha et obliger le gouvernement d'Ali Larayedh à démissionner.

L'approbation des premiers articles de

la Constitution basés sur le droit positif et, en particulier, l'adoption du principe de parité, est une avancée majeure pour le peuple tunisien et un point d'appui pour les autres peuples arabes, dont nous ne doutons pas qu'elle sera suivi de nouvelles avancées démocratiques.

Les Alternatifs rappellent leur soutien au Front Populaire qui peut contribuer à une alternative anticapitaliste aux forces du système libéral de la Troïka et de Nidaa Tounes. ■

De l'Université Paris VII
à Notre-Dame-des-Landes :

L'empire de Vinci et les désastres des Partenariats Public-Privé

Le discours officiel du gouvernement consiste à affirmer que les caisses publiques sont vides.

D'où le recours de plus en plus fréquent aux Partenariat Public-Privé (PPP), par lesquels l'état délègue la construction et la gestion sur le long terme d'équipements publics (hôpitaux, collèges, etc.) à des entreprises privées, auxquelles il paie ensuite un loyer avant de devenir propriétaire de l'équipement construit.

L'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, dont les opposant-e-s dénoncent l'inutilité et le coût exorbitant, devrait ainsi être construit et géré pendant 55 ans par un consortium détenu à 85% par Vinci.

Ce qui détruira au passage des terres agricoles, des bois, des bocages et des zones humides ayant un écosystème particulier.

Mais les contribuables et les usager-ère-s y gagnent-ils vraiment ? L'expérience prouve que non.

Si les quelques grands groupes sollicités (Bouygues, Vinci, Eiffage) font des profits substantiels, le coût pour la collectivité est énorme. Quoique étalés dans le temps, les droits que les collectivités acquittent auprès de leur partenaire privé représentent un surplus d'au moins 20% par rapport à une prise en charge publique et alourdissent durablement les budgets publics et nos impôts.

Ce surcoût pèse lourdement sur les services publics concernés. Ainsi, l'hôpital Sud-Francilien de Corbeil-Essonnes est contraint, pour payer son loyer à Eiffage, de rogner sur la qualité des soins.

Le privé, dans tous les cas, a intérêt à faire le strict minimum au niveau de la qualité des constructions et de leur gestion, afin d'augmenter ses profits. Par exemple, deux des nouveaux bâtiments de l'Université Paris VII, sur la ZAC Rive-Gauche dans le 13ème arrondissement, construits par Vinci, ne respectent pas les normes de sécurité et sont impropres à un usage universitaire (de ce fait, les étudiant-e-s et les personnes extérieures ne peuvent pas monter dans les étages, où se trouvent pourtant les bureaux des enseignant-e-s, les secrétariats, les laboratoires et même deux bibliothèques). L'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, au-delà de son inutilité intrinsèque et de sa nocivité écologique, n'est-il pas parti pour reproduire le même schéma : profits privés, malfaçons, pertes publiques ? Et dans tous les cas, c'est l'entreprise Vinci qui gagne, elle qui multiplie les PPP dans différents secteurs. ■

Correspondant

Réunion publique le 7 février 2014 à 19h30
à l'École Normale Supérieure
45, rue d'Ulm, Paris 5e,
salle Dussane

Notre-Dame-des-Landes L'AÉROPORT, C'EST TOUJOURS NON! !

L'Etat et les pro-aéroport menacent de passer de nouveau en force. Ils prétendent débiter, dans les mois qui viennent, la destruction des espèces protégées et les chantiers de l'aéroport. Une nouvelle vague d'expulsions pourrait survenir.

Nous ne les laisserons pas faire ! Les travaux ne commenceront pas !

Sur place, le mouvement est plus vivant encore qu'à l'automne 2012, les liens plus denses, les champs plus cultivés et les habitats plus nombreux. Au delà, plus de 200 comités locaux se sont créés, en solidarité avec la lutte et pour la faire essayer par chez eux.

Nous appelons toutes les forces anti-aéroport à se joindre à la manifestation du 22 février 2014 à Nantes pour leur montrer qu'il n'est pas question qu'ils touchent au bocage. ■

Appel lancé par la coordination des opposants (50 associations, syndicats, mouvements politiques et collectifs) - le COPAIN 44 - Les Naturalistes en lutte - Des habitant-e-s de la ZAD



**Manif à Nantes
Samedi 22 février 2014
Préfecture 13 h**

Plus d'infos : <http://22fevrier2014.blogspot.com>

En 2014, abonnez-vous à la presse des Alternatifs !

Pour un projet alternatif,

l'expérimenter et se doter de formes d'organisation autogestionnaires.

**Les combats pour l'émancipation se conjuguent,
se croisent, et dépassent les frontières.**

**C'est pourquoi nous sommes écologistes et féministes,
c'est pourquoi nous sommes altermondialistes.**

**Nous nous réclamons d'une «révolution longue»
engageant la rupture nécessaire avec la domination capitaliste et productiviste.**

**La transformation de la société a besoin de combats politiques et sociaux,
comme d'expérimentations qui dessinent une alternative.**

**Les Alternatifs s'inscrivent dans les mobilisations et les alternatives
dans les entreprises, comme dans la Cité et dans tous les lieux de vie.
Ils visent à leur coordination, à leur popularisation.**

**Dans cette perspective, nous sommes à la fois acteurs engagés
de la construction d'Ensemble-**

Mouvement pour une Alternative à Gauche Ecologiste et Solidaire (E-mages)

**et de tous les débats et initiatives, comme les Foires à l'Autogestion,
ou les expérimentations autogestionnaires et écologistes.**

**En 2014 abonnez-vous à « Rouge et Vert »
et « la Lettre des élus Alternatifs »**

Participez aux Alternatifs

Nom : Prénom :

Adresse postale :

Ville : Code Postal :

- Je m'abonne à « Rouge et Vert » et à «La Lettre des élus Alternatifs »
- Je participe aux Alternatifs
- J'envoie un chèque de 50 euros à l'ordre de «Rouge et Vert journal» accompagné
de ce bulletin à : Les Alternatifs 40, rue de Malte 75011 Paris